

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er} le membre de phrase « visées à l'article 13, § 2, du décret du 20 janvier 2012 qui reçoivent déjà des subventions variables et qui poursuivent un agrément » est remplacé par le membre de phrase « visées à l'article 13, § 2, du décret du 20 janvier 2012 qui reçoivent déjà des subventions variables ou sont subventionnées en application de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 décembre 2015 portant régularisation et extinction d'emplois de contractuels subventionnés engagés dans le cadre d'un contrat, tel que visé à l'article 1^{er}, 12°, 14°, 15° et 36° de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 octobre 1993 portant généralisation du régime des contractuels subventionnés et à l'article 1^{er}, 13°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 octobre 1993 portant exécution de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'État auprès de certains pouvoirs locaux » ;

2° au paragraphe 3, les mots « notifiée formellement » sont remplacés par le mot « communiquée ».

Art. 4. A l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, les mots « notifiée formellement » sont remplacés par le mot « communiquée ».

Art. 5. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, la date « 1^{er} janvier » est remplacée par la date « 1^{er} juillet » ;

2° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « quadriennale » est abrogé ;

3° dans l'alinéa 2, la date « 30 juin » est remplacée par la date « 15 octobre » ;

4° dans l'alinéa 3, le mot « quadriennale » est remplacé par le mot « quinquennale » ;

5° dans l'alinéa 3, le mot « quadriennale » est abrogé.

Art. 6. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. En cas de coopération entre des associations qui, en application du décret du 20 janvier 2012, reçoivent des subventions de fonctionnement, sont divisées, pour le calcul des heures de participation et de formation dans les modules, visées à l'article 9, §§ 4 et 5, l'article 10, §§ 3, 4 et 6, l'article 11, §§ 3 à 5, du décret précité, les heures de participation ou de formation sur les associations coopératives au prorata du nombre d'accompagnateurs engagés par les associations. ».

Art. 7. Dans l'article 11 du même arrêté, les paragraphes 3 et 4 sont abrogés.

Art. 8. Dans l'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 février 2015, le paragraphe 5 est abrogé.

Art. 9. L'article 14 du même arrêté est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017, à l'exception de l'article 5, qui entre en vigueur le 1 janvier 2020.

Art. 11. Le Ministre flamand ayant les affaires culturelles dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 décembre 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,
S. GATZ

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29591]

19 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'agrément en qualité de kinésithérapeute et des qualifications professionnelles particulières

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, les articles 43, § 2, alinéa 1^{er}, et l'article 88, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2015 relatif à l'agrément de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juillet 2016 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2016;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 59.813/2IV donné le 25 août 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, sur le Conseil d'Etat, des lois coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre ;

1° « Ministre » : le Ministre ayant les agréments des prestataires de soins de santé dans ses attributions;

2° « loi » : la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé ;

3° « Administration » : la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;

4° « Commission » : la Commission d'agrément de kinésithérapeutes visée à l'article 2 du présent arrêté ;

5° « associations professionnelles représentatives des kinésithérapeutes » : associations qui répondent aux conditions fixées par l'arrêté royal du 7 décembre 1999 déterminant les conditions auxquelles les organisations professionnelles de kinésithérapeutes doivent répondre pour être considérées comme représentatives ainsi que les modalités de l'élection des représentants des kinésithérapeutes au sein de certains organes de gestion de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

CHAPITRE 2. — *De la Commission d'agrément de kinésithérapeutes : missions, composition et fonctionnement*

Section 1. — Missions

Art. 2. Il est institué, auprès du Ministère de la Communauté française, une Commission d'agrément de kinésithérapeutes.

Art. 3. La Commission d'agrément a pour missions :

1° de donner au Ministre un avis motivé sur toute demande d'agrément en qualité de kinésithérapeute, visé à l'article 43, § 2, de la loi ;

2° de donner au Ministre un avis motivé sur le maintien ou le retrait d'agrément en qualité de kinésithérapeute, visés aux articles 43, § 2, et 86 de la loi ;

3° de donner au Ministre un avis motivé sur toute demande d'agrément autorisant le kinésithérapeute à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière, visé à l'article 86 de la loi ;

4° de remettre un avis d'initiative ou à la demande du Ministre, sur tout sujet relatif à la profession de kinésithérapeute relevant de sa compétence.

Section 2. — Composition

Art. 4. La Commission est composée de :

1° quatre membres kinésithérapeutes pratiquant la kinésithérapie et ayant une expérience d'au moins cinq ans, proposés sur une liste double par les associations professionnelles représentatives des kinésithérapeutes ;

2° quatre membres kinésithérapeutes qui dispensent effectivement, depuis au moins cinq ans, un enseignement en kinésithérapie dans le secteur de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur non universitaire, proposés sur une liste double par les universités et les hautes écoles ;

3° un expert, par qualification professionnelle particulière, représentant les universités et les hautes écoles ;

4° un expert, par qualification professionnelle particulière, représentant les associations professionnelles représentatives des kinésithérapeutes, sur leur proposition.

La Commission peut également, si elle le juge utile, faire appel à d'autres experts. Ceux-ci ont voix consultative.

Pour chaque membre effectif, un suppléant est nommé aux mêmes conditions que les membres effectifs.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 5. § 1^{er}. Les membres effectifs et suppléants de la Commission sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de 4 ans.

À l'échéance du mandat, les membres assument leur fonction jusqu'au renouvellement de leur mandat ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement, en application de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Ministre peut mettre fin au mandat du membre de la Commission qui aura fait notoirement preuve d'un manque d'assiduité aux réunions ou d'un manque d'intérêt pour les missions qui lui sont confiées.

Est démissionnaire d'office le membre qui perd les qualités en raison desquelles il a été nommé.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme un nouveau membre pour achever le mandat en cours.

§ 3. Lors de la première réunion qui suit la nomination des membres de la Commission, ceux-ci désignent, en leur sein, un président ainsi qu'un vice-président.

§ 4. L'Administration assure le secrétariat de la Commission.

§ 5. Le président, le vice-président, les membres de la Commission ainsi que les experts invités en vertu de l'article 4, alinéa 2, ont droit :

1° à un jeton de présence de dix euros par demi-journée; les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;

2° au remboursement des frais de parcours, alloué conformément à la réglementation en vigueur pour les membres de rang 12 du personnel du Ministère de la Communauté française.

Les membres de la Commission sont autorisés à faire usage de leur véhicule à moteur personnel pour les déplacements nécessités par leur participation aux réunions de la Commission. Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

Art. 6. § 1^{er}. Les réunions de la Commission sont dirigées par le président ou, à défaut, par le vice-président. En l'absence des deux susnommés, le membre le plus âgé remplace le président.

§ 2. La Commission ne délibère valablement qu'à la condition que la moitié au moins des membres soit présente.

Les membres experts visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, sont uniquement invités aux réunions de la Commission lorsque l'ordre du jour comporte des dossiers relatifs à la qualification professionnelle pour laquelle ils sont experts.

Pour le calcul du quorum, il est tenu compte des membres visés à l'article 4, alinéa 2, 1^o et 2^o, ainsi que des membres visés sous 3^o et 4^o qui ont été invités.

Si le quorum n'est pas atteint, le président ou, en son absence, le vice-président, convoque une nouvelle réunion avec le même ordre du jour. La Commission délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

§ 3. La Commission se prononce à la majorité des membres présents. En cas de parité de voix, la voix du Président ou, en son absence, du vice-président, est prépondérante.

§ 4. Les délibérations de la Commission sont secrètes.

§ 5. Les avis de la Commission doivent être motivés en faits et en droit.

§ 6. La Commission d'agrément élabore un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE 3. — *De l'agrément*

Section 1^{re}. — De l'agrément en qualité de kinésithérapeute

Art. 7. L'agrément tel qu'octroyé sur base de l'article 43, § 1^{er}, de la loi peut être accordé de manière automatique sur base de listes transmises à l'Administration par les établissements d'enseignement reprenant l'ensemble des étudiants ayant le diplôme requis pour exercer la kinésithérapie.

L'Administration et les établissements d'enseignement peuvent se mettre d'accord sur l'échange de données relatives aux étudiants désireux d'obtenir l'agrément automatique en qualité de kinésithérapeute.

Si l'Administration et les établissements d'enseignement organisent cet échange de données, les demandeurs ne doivent pas déposer eux-mêmes une demande individuelle.

Chaque établissement d'enseignement informe par écrit les étudiants concernés de la possibilité de bénéficier de l'agrément automatique. L'étudiant qui ne désire pas bénéficier de l'agrément automatique en informe par écrit l'établissement d'enseignement au plus tard le 15 février de sa dernière année de cursus.

Dans ce cas, l'Administration communique l'agrément aux personnes figurant sur les listes dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de ces listes par l'Administration.

Dans le cas où l'agrément ne peut être accordé selon la procédure visée au présent paragraphe, le demandeur introduit sa demande selon la procédure visée à l'article 8.

Art. 8. La demande d'agrément en qualité de kinésithérapeute est adressée par le demandeur à l'Administration, soit par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe I, soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

La demande est accompagnée d'une copie du diplôme ou du document par lequel l'établissement d'enseignement atteste que le demandeur a réussi l'examen final donnant droit au diplôme requis prouvant que l'intéressé satisfait aux exigences de l'article 43, § 2, alinéa 2, ou de l'article 154 de la loi, ainsi que, le cas échéant, des documents prouvant que l'intéressé satisfait aux conditions pouvant être fixées en application de l'article 43, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi.

L'Administration envoie au demandeur un accusé de réception de sa demande d'agrément dans un délai de trente jours.

Art. 9. Lorsque le dossier est complet, l'Administration transmet celui-ci pour avis à la Commission.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration invite le demandeur à lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le demandeur ne complète pas son dossier dans les 3 mois de la demande, l'Administration clôture la demande et en informe ensuite le demandeur par envoi recommandé.

La Commission analyse le dossier de la demande sur la base des conditions fixées à l'article 43, § 2, alinéa 2, de la loi ou de l'article 154 de la loi ou le cas échéant, sur base des conditions déterminées en application de l'article 43, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi.

Art. 10. § 1^{er}. La Commission se prononce sur la demande d'agrément en qualité de kinésithérapeute dans les soixante jours à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

Sur proposition motivée de la Commission, le Ministre peut fixer la liste des demandes d'agrément qui ne requièrent pas l'avis de la Commission. Cette liste est fondée sur le titre du diplôme du demandeur et la date de sa délivrance. La Commission d'agrément veille à l'actualisation de cette liste. Dans ce cas, l'Administration soumet directement au Ministre ou à son délégué une proposition d'agrément.

§ 2. La Commission statue sur pièces. Si elle estime que celles-ci ne démontrent pas que les conditions sont remplies, elle peut décider de surseoir au prononcé de l'avis. Dans ce cas, elle demande au demandeur des éléments complémentaires et peut l'inviter à être entendu lors d'une des ses réunions ultérieures.

L'Administration communique cette décision au demandeur dans un délai de trente jours.

Sauf en cas d'urgence, le demandeur est invité au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé. Il peut se faire assister d'un conseil. Si le demandeur, dûment convoqué, ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

Art. 11. § 1^{er} En cas d'avis favorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base de celui-ci.

En cas d'avis défavorable, l'Administration en informe le demandeur dans un délai de trente jours par envoi recommandé.

§ 2. Lorsque le demandeur ne conteste pas l'avis défavorable de la Commission, le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la demande du demandeur.

§ 3. En cas de contestation de l'avis défavorable de la Commission, le demandeur peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis. Dans ce cas, la Commission réexamine le dossier. À la demande du demandeur ou de la Commission, celui-ci peut être entendu par la Commission aux fins de fournir tous les renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins 15 jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera réexaminé.

Le demandeur peut se faire assister d'un conseil. S'il ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

La Commission peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux.

Le Ministre ou son délégué rend sa décision sur la base du dernier avis de la Commission.

Art. 12. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

Section 2. — De l'agrément des qualifications professionnelles particulières

Art. 13. Le kinésithérapeute qui souhaite obtenir l'agrément lui permettant de se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière, sur la base de l'article 86 de la loi, est tenu d'introduire sa demande d'agrément auprès de l'Administration soit par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe II, soit par voie électronique selon le procédé mis à disposition par l'Administration.

La demande est accompagnée de toute pièce justificative utile démontrant que le kinésithérapeute satisfait aux critères d'agrément.

L'Administration transmet le dossier de la demande, aux fins d'avis, à la Commission d'agrément.

Les dispositions des articles 8, alinéa 3, 9 et 11 sont mutatis mutandis applicables pour les demandes d'agrément visées au présent article.

CHAPITRE 4. — De la renonciation et du retrait d'agrément

Section 1^{re}. — De la renonciation

Art. 14. Le kinésithérapeute qui ne désire plus bénéficier de l'agrément octroyé en application de l'article 43 ou de l'article 86 de la loi est tenu d'en informer par écrit l'Administration. Dans ce cas, le Ministre ou son délégué retire l'agrément. L'Administration en informe le demandeur par envoi recommandé dans un délai de trente jours.

Le kinésithérapeute qui a renoncé au bénéfice de l'agrément peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément. Celle-ci est traitée conformément à la procédure décrite au chapitre 3.

Section 2. — Du retrait d'agrément

Art. 15. § 1^{er}. Lorsque le kinésithérapeute ne répond plus aux critères d'agrément, le Ministre ou son délégué retire l'agrément soit de sa propre initiative, soit sur la proposition de la Commission.

Avant toute mesure de retrait d'agrément, l'Administration en informe l'intéressé par envoi recommandé et recueille l'avis de la Commission.

L'intéressé peut faire parvenir à l'Administration une note avec ses observations motivées dans un délai de trente jours suivant la réception de l'envoi recommandé.

Lorsque l'intéressé ne conteste pas, la Commission statue sur pièces.

En cas de contestation, l'intéressé communique ses observations. La Commission examine le dossier.

À sa demande ou celle de la Commission, l'intéressé est entendu par la Commission aux fins de fournir tous renseignements utiles. Sauf cas d'urgence, il en est informé au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné.

L'intéressé peut se faire assister d'un conseil. Sil ne comparait pas, la Commission statue sur pièces. En cas d'absence dûment justifiée, une nouvelle date d'audition est fixée.

L'intéressé peut, à sa demande ou à celle de son conseil, avoir accès à son dossier administratif durant le délai dont il dispose en vertu des alinéas 3 et 6.

Le Ministre ou son délégué statue sur la demande de l'intéressé sur la base de l'avis rendu par la Commission.

§ 2. L'Administration communique au demandeur la décision du Ministre ou de son délégué dans un délai de trente jours. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par recommandé.

§ 3. Le kinésithérapeute dont l'agrément a été retiré peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément conformément à la procédure décrite au chapitre 3.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2015 relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières est abrogé.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 octobre 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ANNEXE 1 : Formulaire de demande d'agrément pour le titre professionnel particulier de kinésithérapeute



Date de réception de la demande

Direction Générale de l'Enseignement non-obligatoire et de la recherche scientifique

Direction de l'Agrément des Prestataires de soins de santé

Commission d'agrément de Kinésithérapie

Rue Adolphe Lavallée 1 – 1080 BRUXELLES

Demande d'agrément pour le titre professionnel particulier de kinésithérapeute

Nom	
Prénom	
Numéro registre national	
Adresse	
Numéro	
Boîte	
Code postal	
Localité	
Pays	
Nationalité	
Sexe (M / F)	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
e-mail (bien lisible svp)	

Je voudrais obtenir un n° INAMI	Oui		Non	
Je voudrais réactiver mon n° INAMI	Oui		Non	

Le/la soussigné(e) certifie que les renseignements mentionnés ci-dessus sont corrects.

Date		Signature	
------	--	-----------	--

Documents à joindre au présent formulaire :

- une copie de votre diplôme
- une copie recto / verso de votre carte d'identité.

La Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé accusera réception de votre demande d'agrément dans un délai de trente jours.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre de cette demande d'agrément seront traitées par la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé dans le strict respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et conformément aux finalités prévues dans l'arrêté du 19 octobre 2016 Gouvernement de la Communauté française relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières.

Toute personne peut exercer les droits prévus aux articles 9 à 15 de la loi du 8 décembre 1992 et obtenir l'accès aux données la concernant en adressant une demande, accompagnée de la preuve de son identité, à la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières

Bruxelles, le 19 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

Rudy DEMOTTE

ANNEXE 2 : Formulaire de demande d'agrément pour une qualification particulière en kinésithérapie



Date de réception de la demande

Qualification professionnelle particulière en kinésithérapie

Formulaire de demande d'agrément :

1. Données personnelles :

Nom :	Prénom :

Date de naissance :

Adresse du domicile :
Rue et numéro :
Localité et code postal :

Adresse e-mail

Intitulé exact du diplôme :	Date de délivrance du diplôme :

Etablissement d'enseignement supérieur ayant délivré le diplôme en Kinésithérapie :

Date de l'agrément en kinésithérapie :

Date de l'autorisation d'exercer (Visa) :

2. Qualification professionnelle particulière demandée :
(Cocher la case correspondante)

Cardiovasculaire - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en en kinésithérapie cardiovasculaire.

Thérapie manuelle - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en en thérapie manuelle.

Neurologique - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie neurologique.

Pédiatrique - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie pédiatrique.

Rééducation abdomino-pelvienne et périnatale - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en rééducation abdomino-pelvienne et kinésithérapie périnatale.

Kinésithérapie respiratoire - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie respiratoire.

3. Documents à fournir :

Dans le cadre des mesures globales :

- 1- La preuve qu'une **formation spécifique** a été suivie avec succès pour la qualification professionnelle particulière demandée, confirmée par un diplôme ou un certificat ;
- 2- La preuve d'**autorisation** à exercer la kinésithérapie en Belgique.

Dans le cadre des mesures transitoires :

- 1- La preuve attestée par un profil d'activités et confirmée par tout moyen de droit qu'une **expérience suffisante** a été acquise dans la qualification professionnelle particulière demandée ;
- 2- La preuve qu'une **formation continue** a été suivie pour la qualification professionnelle particulière demandée, confirmée par des attestations de participation à des congrès nationaux et/ou internationaux, à des réunions scientifiques et/ou par des publications personnelles.
- 3- Un **curriculum vitae**.

4. La preuve d'autorisation à exercer la kinésithérapie en Belgique.

En application des dispositions transitoires, pour les six qualifications professionnelles précitées, la demande d'agrément doit être introduite endéans les deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté concernée, à savoir pour le 01/01/2017 au plus tard. Les demandes d'agrément introduites après le 01/01/2017 seront considérées irrecevables.

La Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé accusera réception de votre demande d'agrément dans un délai de trente jours.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre de cette demande d'agrément seront traitées par la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé dans le strict respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et conformément aux finalités prévues dans l'arrêté du 19 octobre 2016 Gouvernement de la Communauté française relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières.

Toute personne peut exercer les droits prévus aux articles 9 à 15 de la loi du 8 décembre 1992 et obtenir l'accès aux données la concernant en adressant une demande, accompagnée de la preuve de son identité, à la Direction de l'Agrément des prestataires de soins de santé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2016 relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières

Bruxelles, le 19 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

Rudy DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29591]

19 OKTOBER 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor de erkenning als kinesitherapeut en de erkenning van bijzondere beroepsbekwaamheden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, de artikelen 43, § 2, eerste lid, en artikel 88, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 november 2015 betreffende de erkenning als kinesitherapeut en de erkenning van bijzondere beroepstitels en bijzondere bekwaamheden ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli 2016 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 juli 2016;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 59.813/2IV gegeven op 25 augustus 2016 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-president ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder ;

1° « Minister » : de Minister belast met de erkenning van de beoefenaars van gezondheidszorgberoepen;

2° « wet » : de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

3° « Administratie » : de Algemene Directie Niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

4° « Commissie » : de Erkenningscommissie voor kinesitherapeuten, bedoeld in artikel 2 van dit besluit ;

5° « representatieve beroepsorganisaties van kinesitherapeuten » : organisaties die beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in het koninklijk besluit van 7 december 1999 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de beroepsorganisaties van kinesitherapeuten moeten voldoen om als representatief te worden erkend evenals van de nadere regels betreffende de verkiezingen van vertegenwoordigers van de kinesitherapeuten in sommige beheersorganen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering .

*HOOFDSTUK 2. — De erkenningscommissie voor kinesitherapeuten : opdrachten, samenstelling en werking**Afdeling 1. — Opdrachten*

Art. 2. Er wordt binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap een erkenningscommissie voor kinesitherapeuten opgericht.

Art. 3. De Erkenningscommissie heeft als opdracht :

1° de Minister een met reden omkleed advies te verstrekken betreffende elke aanvraag om erkenning als kinesitherapeut, bedoeld in artikel 43, § 2, van de wet;

2° de Minister een met reden omkleed advies te verstrekken betreffende het behoud of de intrekking van de erkenning als kinesitherapeut, bedoeld in de artikelen 43, § 2, en 86 van de wet ;

3° de Minister een met reden omkleed advies te verstrekken betreffende elke erkenningsaanvraag waarbij de kinesitherapeut ertoe gemachtigd wordt zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, zoals bedoeld in artikel 86 van de wet;

4° een advies op initiatief of op aanvraag van de Minister te verstrekken betreffende elk onderwerp in verband met het beroep van kinesitherapeut dat onder zijn bevoegdheid ressorteert.

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 4. De Commissie is samengesteld uit :

1° vier leden, kinesitherapeuten, die de kinesitherapie beoefenen en die een minimale ervaring van vijf jaar tellen, voorgedragen op een dubbele lijst door hun representatieve beroepsorganisaties;

2° vier leden, kinesitherapeuten, die sedert ten minste vijf jaar onderwijs verstrekken in het universitair onderwijs in de kinesitherapie of in het hoger onderwijs buiten de universiteit in de kinesitherapie, voorgedragen op een dubbele lijst door de universiteiten en de hogescholen;

3° een deskundige, per bijzondere beroepsbekwaamheid, die de universiteiten en de hogescholen vertegenwoordigt;

4° een deskundige, per bijzondere beroepsbekwaamheid, die de representatieve beroepsorganisaties van kinesitherapeuten op hun voorstel vertegenwoordigt.

De Commissie kan ook, indien nodig, een beroep doen op andere deskundigen. Deze hebben een raadgevende stem.

Voor elk werkend lid wordt een plaatsvervanger benoemd onder dezelfde voorwaarden als deze voor de werkende leden.

Afdeling 3. — Werking

Art. 5. § 1. De werkende en plaatsvervangende leden van de Commissie worden door de Minister benoemd voor een hernieuwbare termijn van 4 jaar.

Bij het verstrijken van hun mandaat blijven de leden hun functie waarnemen tot de hernieuwing van hun mandaat of, in voorkomend geval, tot in hun vervanging is voorzien overeenkomstig het eerste lid.

§ 2. De Minister kan een einde maken aan het mandaat van het lid van de Commissie dat duidelijk blijkt zal gegeven hebben van gebrek aan regelmatigheid in het bijwonen van de vergaderingen of van gebrek aan belangstelling voor de opdrachten die hem worden toevertrouwd.

Wordt ambtshalve ontslagnemend het lid dat zijn hoedanigheden verliest waarvoor hij benoemd werd.

In geval van overlijden, van ontslag of van intrekking van het mandaat van een lid, benoemt de Minister, om het lopend mandaat te voleindigen, een nieuw lid.

§ 3. Bij de eerste vergadering volgend op de benoeming van de leden van de Commissie, stellen deze een voorzitter aan, alsook een ondervoorzitter.

§ 4. De Administratie zal het secretariaat van de Commissie waarnemen.

§ 5. De voorzitter, de ondervoorzitter, de leden van de Commissie, alsook de deskundigen uitgenodigd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, hebben recht op:

1° een presentiegeld van tien euro per halve dag; de leden ambtenaren kunnen alleen aanspraak erop maken in de mate waarin hun aanwezigheid op de vergaderingen prestaties vergt buiten hun gewone diensturen;

2° de terugbetaling van de reiskosten toegekend overeenkomstig de geldende regelgeving voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De leden van de Commissie worden toegelaten om hun persoonlijke voertuig te gebruiken voor verplaatsingen die vereist zijn voor hun deelname aan de vergaderingen van de Commissie. Ze genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat de Franse Gemeenschap zou betaald hebben bij het gebruik van het openbaar vervoer.

De Franse Gemeenschap dekt niet de risico's voortvloeiend uit het gebruik, door de leden, van hun persoonlijke voertuig.

Art. 6. § 1. De vergaderingen van de Commissie worden gevoerd door de voorzitter of, in zijn afwezigheid, door de ondervoorzitter. In afwezigheid van beide bovenvermelde personen vervangt het oudste lid de voorzitter.

§ 2. De Commissie beraadslaagt en beslist slechts geldig op voorwaarde dat ten minste de helft van de leden aanwezig is.

De leden-deskundigen bedoeld in artikel 4, eerste lid, 3° en 4°, worden slechts uitgenodigd op de vergaderingen van de Commissie wanneer de agenda dossiers bevat die betrekking hebben op de beroepsbekwaamheid waarvoor ze deskundigen zijn.

Voor de berekening van het quorum wordt rekening gehouden met de leden bedoeld in artikel 4, tweede lid, 1° en 2°, alsook met de leden bedoeld in 3° en 4° die uitgenodigd werden.

Indien het quorum niet bereikt wordt, belegt de voorzitter of, in zijn aanwezigheid, de ondervoorzitter een nieuwe vergadering met dezelfde agenda. De Commissie kan dan geldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 3. De Commissie spreekt zich uit bij meerderheid der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of, in zijn afwezigheid, van de ondervoorzitter doorslaggevend.

§ 4. De beraadslagingen van de Commissie zijn geheim.

§ 5. De adviezen van de Commissie moeten in feite en in rechte gemotiveerd worden.

§ 6. De erkenningscommissie stelt een huishoudelijk reglement op, dat voorgelegd wordt ter goedkeuring van de Minister met de wijzigingen ervan.

HOOFDSTUK 3. — *De erkenning*

Afdeling 1. — De erkenning als kinesitherapeut

Art. 7. De erkenning, zoals toegekend overeenkomstig artikel 43, § 1, van de wet, kan automatisch toegekend worden op basis van de lijsten bezorgd aan de Administratie door de onderwijsinrichtingen met het geheel van de studenten met een diploma vereist om de kinesitherapie te beoefenen.

De Administratie en de onderwijsinrichtingen kunnen overeenkomen over de uitwisseling van gegevens betreffende de studenten die de erkenning automatisch willen verkrijgen als kinesitherapeut.

Indien de Administratie en de onderwijsinrichtingen deze uitwisseling van gegevens organiseren, moeten de aanvragers zelf geen individuele aanvraag indienen.

Elke onderwijsinrichting licht schriftelijk de betrokken studenten in over de mogelijkheid om in aanmerking te komen voor de automatische erkenning. De student die niet in aanmerking wil komen voor de automatische erkenning, informeert schriftelijk de onderwijsinrichting hierover ten laatste op 15 februari van zijn laatste jaar cursus.

In dit geval deelt de Administratie de erkenning mee aan de personen die op de lijsten staan binnen een termijn van vijftien dagen na de ontvangst van deze lijsten door de Administratie.

Ingeval de erkenning niet toegekend kan worden volgens de procedure bedoeld in deze paragraaf, dient de aanvrager zijn aanvraag in volgens de procedure bedoeld in artikel 8.

Art. 8. De aanvraag om erkenning als kinesitherapeut wordt door de aanvrager aan de Administratie ingediend door middel van een formulier waarvan het model in bijlage 1 gevoegd wordt, ofwel langs elektronische weg volgens een procedure die door de Administratie ter beschikking wordt gesteld.

De aanvraag gaat gepaard met een afschrift van het diploma of het document waarmee de onderwijsinstelling getuigt dat de aanvrager voor het eindexamen geslaagd is dat recht geeft op het vereiste diploma waaruit blijkt dat de betrokkene aan de vereisten van artikel 43, § 2, tweede lid of van artikel 154 van de wet voldoet, alsook, in voorkomend geval, van de documenten waaruit blijkt dat de betrokkene voldoet aan de voorwaarden die kunnen worden bepaald met toepassing van artikel 43, § 2, eerste lid, van de wet.

De Administratie bezorgt de aanvrager een ontvangstbewijs van zijn aanvraag om erkenning binnen een termijn van dertig dagen.

Art. 9. Wanneer het dossier volledig is, bezorgt de Administratie het dossier voor advies aan de Commissie.

Wanneer het dossier onvolledig is, verzoekt de Administratie de aanvrager haar het(de) ontbrekende document(en) te verzenden. Indien de aanvrager zijn dossier binnen de 3 maanden van de aanvraag niet invult, sluit de Administratie de aanvraag af en informeert daarna de aanvrager hierover in per aangetekende brief.

De Commissie onderzoekt het dossier van de aanvraag op basis van de voorwaarden bepaald in artikel 43, § 2, tweede lid, van de wet of in artikel 154 van de wet of, in voorkomend geval, op basis van de voorwaarden bepaald overeenkomstig artikel 43, § 2, eerste lid, van de wet.

Art. 10. § 1. De Commissie doet uitspraak over de erkenningsaanvraag als kinesitherapeut binnen de zestig dagen na de ontvangst van het volledige dossier door de Administratie.

Op met reden omkleed voorstel van de Commissie kan de Minister de lijst van de erkenningsaanvragen bepalen die geen advies van de Commissie vergen. Deze lijst wordt gebaseerd op de titel van het diploma van de aanvrager en op de datum van de uitreiking ervan. De erkenningscommissie is belast met het bijhouden van deze lijst. In dit geval legt de Administratie rechtstreeks aan de Minister of zijn afgevaardigde een voorstel tot erkenning voor.

§ 2. De Commissie doet uitspraak op stukken. Indien de Commissie van mening is dat de stukken niet bewijzen dat de voorwaarden vervuld zijn, kan ze beslissen om de uitspraak van het advies in beraad te houden. In dit geval vraagt de Administratie de aanvrager bijkomende elementen en kan zij hem verzoeken om gehoord te worden tijdens één van haar latere vergaderingen.

De Administratie deelt deze beslissing mee aan de aanvrager binnen een termijn van dertig dagen.

Behoudens ingeval van spoed wordt de aanvrager ten minste vijftien dagen vóór de vergadering uitgenodigd tijdens dewelke zijn dossier opnieuw zal worden onderzocht. Hij kan zich laten bijstaan door een raadsman. Indien de aanvrager die behoorlijk opgeroepen wordt, niet verschijnt, doet de Commissie uitspraak op stukken. Bij gewettigde afwezigheid, zal een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald worden.

Art. 11. § 1. Bij gunstig advies van de Commissie neemt de Minister of diens afgevaardigde een beslissing op basis van dat advies.

Bij ongunstig advies deelt de Administratie dit advies aan de aanvrager mee bij aangetekende brief binnen een termijn van 30 dagen.

§ 2. Als de aanvrager het ongunstig advies van de Commissie niet betwist, neemt de Minister of zijn afgevaardigde een beslissing op aanvraag van de aanvrager.

§ 3. Bij betwisting van het ongunstig advies van de Commissie kan de aanvrager de Administratie een nota doen toekomen met zijn gemotiveerde opmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het advies. In dit geval onderzoekt de Commissie opnieuw het dossier. Op aanvraag van de aanvrager of van de Commissie kan hij door de Commissie gehoord worden om alle nuttige informatie te verstrekken. Behoudens in geval van spoed wordt de aanvrager ten minste vijftien dagen vóór de vergadering waarop zijn dossier opnieuw wordt onderzocht, hierover ingelicht.

De aanvrager kan zich laten bijstaan door één raadsman. Indien de aanvrager niet verschijnt, kan de Commissie uitspraak doen op stukken. Bij gewettigde afwezigheid wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

De Commissie kan haar oorspronkelijke advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op basis van nieuwe elementen.

De Minister of zijn afgevaardigde neemt een beslissing op basis van het laatste advies van de Commissie.

Art. 12. De Administratie deelt de aanvrager de beslissing van de Minister of van zijn afgevaardigde mee binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze bij aangetekende brief aan de aanvrager meegedeeld.

Afdeling 2. — Erkenning van bijzondere beroepsbekwaamheden

Art. 13. De kinesitherapeut die de erkenning wenst te verkrijgen waarbij hij ertoe gemachtigd wordt zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, overeenkomstig artikel 86 van de wet, moet zijn aanvraag om erkenning bij de Administratie indienen ofwel bij de verzending van het formulier waarvan het model in bijlage 2 gevoegd wordt, ofwel langs elektronische weg volgens de procedure die door de Administratie ter beschikking wordt gesteld.

De aanvraag wordt vergezeld van elk nuttig bewijsstuk waarbij aangetoond wordt dat de kinesitherapeut aan de erkenningscriteria voldoet.

De Administratie zendt het dossier van de aanvraag voor advies door aan de erkenningscommissie.

De bepalingen van de artikelen 8, derde lid, 9 en 11 zijn van overeenkomstige toepassing op de erkenningsaanvragen bedoeld in dit artikel.

HOOFDSTUK 4. — Eigering en intrekking van de erkenning

Afdeling 1. — Weigering

Art. 14. De kinesitherapeut die niet meer in aanmerking wil komen voor de erkenning toegekend overeenkomstig artikel 43 of artikel 86 van de wet, is ertoe gehouden de Administratie schriftelijk hierover te informeren. In dit geval trekt de Minister of zijn afgevaardigde de erkenning in. De Administratie licht de aanvrager hierover in bij aangetekende brief binnen een termijn van dertig dagen.

De kinesitherapeut die geen erkenning wil genieten, kan op elk ogenblik een nieuwe erkenningsaanvraag indienen. Deze wordt behandeld overeenkomstig de procedure beschreven in hoofdstuk 3.

Afdeling 2. — Intrekking van de erkenning

Art. 15. § 1. Als de kinesitherapeut niet meer aan de erkenningscriteria beantwoordt, trekt de Minister of zijn afgevaardigde de erkenning in, ofwel op eigen initiatief, ofwel op voorstel van de Commissie.

Vóór elke maatregel tot intrekking van de erkenning licht de Administratie de betrokkene hierover in bij aangetekende brief en wint het advies van de Commissie in.

De betrokkene kan de Administratie een nota laten toekomen met zijn gemotiveerde opmerkingen binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van de aangetekende brief.

Als de betrokkene dit niet betwist, doet de Commissie uitspraak op stukken.

Bij betwisting deelt de betrokkene zijn opmerkingen mee. De Commissie onderzoekt het dossier.

Op zijn aanvraag op of op aanvraag van de Commissie wordt de betrokkene door de Commissie gehoord om alle nuttige informatie te verschaffen. Behoudens in geval van spoed wordt de aanvrager ten minste vijftien dagen vóór de vergadering waarop zijn dossier opnieuw wordt onderzocht, hierover ingelicht.

De betrokkene kan zich laten bijstaan door een raadsman. Indien hij niet verschijnt, kan de Commissie uitspraak doen op stukken. Bij gewettigde afwezigheid wordt een nieuwe datum voor de hoorzitting bepaald.

De betrokkene kan, op zijn aanvraag of op aanvraag van de zijn raadsman, toegang hebben tot zijn administratieve dossier tijdens de periode waarover hij beschikt overeenkomstig het derde en het zesde lid.

De Minister of zijn afgevaardigde doet uitspraak op de aanvraag van betrokkene op basis van het advies uitgebracht door de Commissie.

§ 2. De Administratie deelt de aanvrager de beslissing van de Minister of van zijn afgevaardigde mee binnen een termijn van dertig dagen. Wanneer de beslissing negatief is, wordt deze bij aangetekende brief aan de aanvrager meegedeeld.

§ 3. De kinesitherapeut van wie de erkenning ingetrokken wordt, kan op elk ogenblik een nieuwe erkenningsaanvraag indienen overeenkomstig de procedure beschreven in hoofdstuk 3.

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 16. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 november 2015 betreffende de erkenning als kinesitherapeut en de erkenning van bijzondere beroepstitels en bijzondere bekwaamheden, wordt opgeheven.

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 18. De Minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/206239]

1^{er} DECEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services et l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, les articles 2, § 2, alinéas 2, 4, 5 et 6, et §§ 4 à 6, 2bis, § 1^{er}, alinéa 2, 3, alinéa 3, 3bis, alinéa 3, 4, 7, alinéa 2, 9bis, § 1^{er}, alinéa 2, modifiés par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mai 2016;

Vu le rapport du 3 juin 2016 portant sur l'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2016;

Vu l'avis A.1295 du Conseil économique et social de Wallonie du 18 juillet 2016;

Vu l'avis A 16/08 du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi du 26 juillet 2016;

Vu l'avis 60.184/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 octobre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels;

Considérant qu'elle est également admise dès lors qu'elle est nécessaire à l'exécution de la loi;

Considérant que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif aura pour effet de renforcer la sécurité juridique en faveur des administrés en conférant une base légale complète;

Considérant que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie;

Considérant qu'il est nécessaire de veiller à ce que la mise en œuvre de la sixième réforme de l'Etat n'entraîne pas de rupture des dispositifs « titres-services » et « fonds de formation titres-services »;

Considérant que la Région wallonne exerce la compétence relative aux emplois et services de proximité depuis le 1^{er} janvier 2016;

Considérant qu'il convient notamment de veiller à ce que les services administratifs compétents reçoivent les habilitations nécessaires à leur fonctionnement;

Considérant en outre qu'il est nécessaire d'exécuter les modifications apportées par le législateur par le décret du 28 avril 2016;

Considérant dès lors, au vu de ce qui précède, que la rétroactivité au 1^{er} janvier 2016, prévue dans les dispositions finales du présent arrêté, se justifie;